



FEDERATION NATIONALE DES FRANCAS

COMMUNIQUÉ

La compréhension des causes des violences qui affectent gravement de très nombreux quartiers d'habitat social ne saurait un seul instant minimiser ou excuser des actes parfois criminels, dont l'un des principaux effets est de nuire à la population de ces quartiers.

La Fédération nationale des Francas souligne qu'il appartient à l'Etat républicain de garantir la sécurité et l'ordre public tant par des mesures de prévention que, le cas échéant, de répression.

Elle considère néanmoins que le rétablissement total de l'ordre public ne saurait justifier la prorogation de l'état d'urgence. Son maintien renverrait à l'idée d'une situation de guerre civile. Il serait aussi la manifestation de l'incapacité du Gouvernement à formuler des propositions de résolution de la crise dont les racines sont profondes.

Dans un objectif de cohésion, de respect et de reconnaissance des individus, l'action du Gouvernement doit viser prioritairement et indissociablement :

- à lutter contre le chômage et, en particulier celui des jeunes dont un grand nombre d'entre eux se trouve dans une situation de pauvreté,
- à lutter contre toutes les formes de discriminations, parfois racistes, qui frappent notamment les jeunes français d'origine immigrée, particulièrement dans l'accès au travail et au logement,
- à amplifier les programmes d'action éducative et culturelle qui participent à la formation des individus, à leur émancipation et à l'exercice de leur citoyenneté.

La Fédération nationale des Francas et l'ensemble de son réseau agissent quotidiennement en matière éducative sociale et culturelle auprès des populations les plus en difficultés, et par là même en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination, de ségrégation et d'exclusion. Leur action est contrainte par la réduction des moyens subie en 2005 et hypothéquée par de nouvelles réductions annoncées pour 2006.

Les Francas appellent donc à nouveau le Gouvernement à reconsidérer l'ensemble de sa politique sociale à l'endroit des secteurs d'habitat social et des populations concernées. Ils restent toujours disponibles pour apporter leurs contributions à une politique qui s'affirmerait comme résolument progressiste.

Fait à PARIS, le 16 novembre 2005

Le Bureau National des Francas